

Société des paris sportifs

Par ailleurs, si le ministre décide de ne pas suivre cette voie, ce qui est loin d'être certain si l'on en croit ses déclarations publiées dans *The Citizen*, ces paroles laissent entendre que le ministre et son gouvernement ne savent absolument pas comment ils tiendront cette promesse d'importance capitale.

Dans le numéro du 20 septembre du journal *The Calgary Herald*, le ministre, qui parlait alors des paris sportifs, a annoncé ce qui suit:

La mise au point d'un système de financement différent sera prioritaire.

Je veux donc savoir où en est ce système et à quel point il est prioritaire. Il n'est nullement question d'un tel objectif prioritaire dans le discours du trône. On peut alors se demander si cet engagement n'était pas simplement un autre slogan des ministériels.

Les Canadiens se demandent également si le gouvernement puisera dans le Trésor public pour tenir sa promesse. Cette somme viendra-t-elle des deniers publics, du secteur privé ou de dons? Que fait-on des provinces dans tout cela?

On nous a beaucoup parlé de l'esprit de collaboration et de respect mutuel qui anime le nouveau gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. On pourrait croire que tous les problèmes peuvent être résolus du jour au lendemain. Eh bien, en ce qui a trait à cette question et à bien d'autres questions d'actualité, permettez-moi de dire que c'est bien loin d'être le cas. Jusqu'à maintenant, les provinces ne se sont absolument pas engagées publiquement à aider le gouvernement fédéral à respecter ses engagements financiers. Jusqu'à présent, la coopération, le consensus et le respect mutuel ne se sont pas encore manifestés. De beaux slogans mais pas d'actes. En fait, la province de la Colombie-Britannique et la province de l'Alberta ont refusé de participer comme partenaires au financement des 200 millions de dollars. Est-ce le climat de coopération dont le premier ministre (M. Mulroney) et son gouvernement nous rebattent les oreilles depuis plusieurs mois?

Par ailleurs, le gouvernement fédéral n'a pas fait d'arrangements avec les provinces au sujet d'une indemnisation financière pour la décision de supprimer le programme des paris sportifs. D'après les gouvernements conservateurs provinciaux, on se faisait concurrence. Le gouvernement avait une occasion en or de négocier avec les provinces une entente financière qui aurait écarté une bonne partie des doutes et des tensions financières que connaissent actuellement les Jeux olympiques. Même sous le malheureux gouvernement du député de Yellowhead (M. Clark), en 1979, l'administration a négocié un marché avec les provinces, marché aux termes duquel le gouvernement ne s'occuperait plus de loteries moyennant une somme de 35 millions de dollars par an, et laisserait l'exclusivité aux gouvernements provinciaux dans ce domaine. Si les aspects financiers de l'entente ne reposaient sur aucune logique mathématique, puisqu'on prévoyait des recettes d'environ 200 millions par an pour les loteries—et on a dit qu'il a été très facile d'échanger une Cadillac contre une Volkswagen—cette décision prouvait à tout le moins que l'on tenait compte de la volonté des citoyens.

● (1230)

Le gouvernement dirigé par le premier ministre s'efforce de plaire aux provinces et a oublié qu'il a un mandat et des responsabilités nationaux. Il n'a pas tenu compte du fait que les Canadiens respectent et veulent un gouvernement qui protège, encourage et favorise une volonté et des objectifs nationaux.

Même le député d'Edmonton-Nord (M. Paproski), ancien ministre d'État à la Santé et au Sport amateur dans le gouvernement Clark, reconnaît qu'il eut été fondamentalement juste et nécessaire de conclure une entente négociée. D'après le *hansard* du 27 mars 1984, à la page 2472, le député d'Edmonton-Nord a dit ceci au ministre d'État à la Santé et au Sport amateur:

J'aimerais demander au ministre actuel—au moins, lui, il joue au golf—pourquoi il n'a pas tâché d'en arriver à un compromis avec ses homologues provinciaux sur la loterie sportive qui, à l'heure qu'il est, rapporte 35 millions de dollars par année au gouvernement.

On n'en est pas encore arrivé à un tel compromis jusqu'à présent, si je ne m'abuse, et on n'a même pas essayé d'y arriver. Tout le monde admet ceci, monsieur le Président: pour que des négociations soient couronnées de succès, il faut être en position de force et pas de faiblesse, comme l'a si bien montré le gouvernement actuel.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, le monde aura les yeux tournés vers nous en 1988. C'est d'autant plus important que les Jeux olympiques de 1984, qui se sont tenus à Los Angeles, ont été une réussite. Le comité organisateur de Los Angeles a récolté à peu près 469 millions et a réalisé un bénéfice de 150 millions. Le président de ce comité, M. Peter Ueberroth a déclaré ceci: «Après Los Angeles, n'importe quelle ville du monde devrait être capable de survivre après des Jeux olympiques». Calgary et le Canada en général, doivent relever ce défi. Il faut le relever, et il faut s'efforcer d'aller plus loin, de lancer des défis aux autres pays.

Monsieur le Président, je tiens à assurer aux députés que les membres de notre groupe se sont toujours engagés fermement à promouvoir le sport amateur et l'excellence dans la pratique de l'athlétisme par les Canadiens de toutes les classes de la société. Le dernier gouvernement libéral a donné des garanties sans précédent pour permettre à Calgary d'accueillir les athlètes olympiques en 1988. Ravie de cette initiative, l'Association olympique canadienne s'est prononcée publiquement en faveur de la création d'un programme de paris sportifs afin de recueillir les fonds nécessaires et d'attirer l'attention sur les Jeux olympiques d'hiver. L'Association en a profité pour blâmer l'opposition d'essayer de discréditer le programme de paris sportifs.

De plus, monsieur le Président, nous ne devons pas oublier que c'est un gouvernement libéral qui a aidé à promouvoir le sport amateur d'un bout à l'autre du pays et qui a acquitté le gros des frais de déplacement de nos athlètes qui sont allés à Los Angeles où ils se sont illustrés et ont fait grand honneur au Canada. Nous, libéraux, sommes en faveur de la participation du Canada aux Jeux du Commonwealth, aux Jeux du Canada, aux Jeux panaméricains et aux Jeux olympiques. Nous savons toutefois en tant que Canadiens qu'il nous faut de l'argent pour veiller à ce que notre participation soit sérieuse et efficace, et à ce que nos athlètes reçoivent l'entraînement et les ressources nécessaires pour briller sur la scène sportive internationale. Il nous faut des programmes et des stratégies, monsieur le Président, pour nous assurer que ces fonds seront effectivement fournis. Les Canadiens veulent savoir, et c'est leur droit, quel programme remplacera celui que l'on supprime aujourd'hui. Avec quelle mesure le remplacera-t-on et à quel moment? Voilà des questions primordiales auxquelles les Canadiens réclament des réponses immédiates.